

9 mai 2012



Valeurs mobilières Banque Laurentienne

L'Observateur

- **La montée du chômage structurel : présente aux États-Unis, pas au Québec.**
 - Des emplois détruits aux États-Unis;
 - Absence d'ascension du chômage structurel au Québec... mais la polarisation s'accroît.

VMBL
Recherche économique

Carlos Leitao
Économiste en chef
514 350-3000
leitao@vmbi.ca

Sébastien Lavoie
Économiste en chef adjoint
514 350-2931
lavoies@vmbi.ca

Marie-Claude Guillotte
Économiste
514 350-2925
guilloteme@vmbi.ca

Abonnement :
Martine Bérubé
514 350-3006
berubem@vmbi.ca

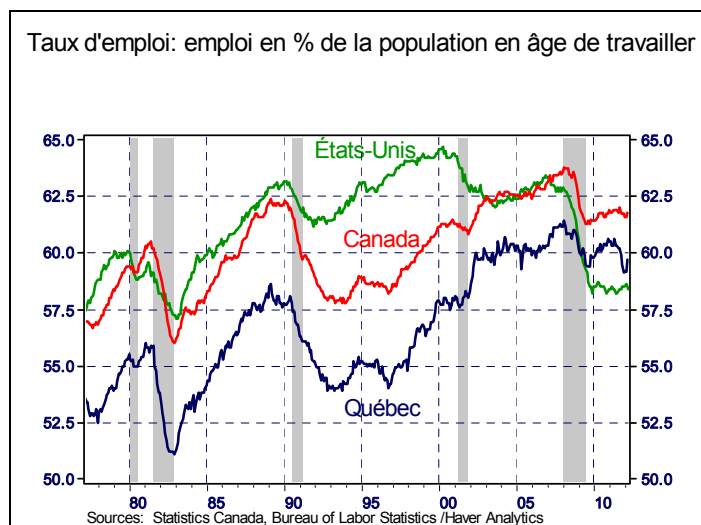

[@vmbleconomie](https://twitter.com/vmbleconomie)



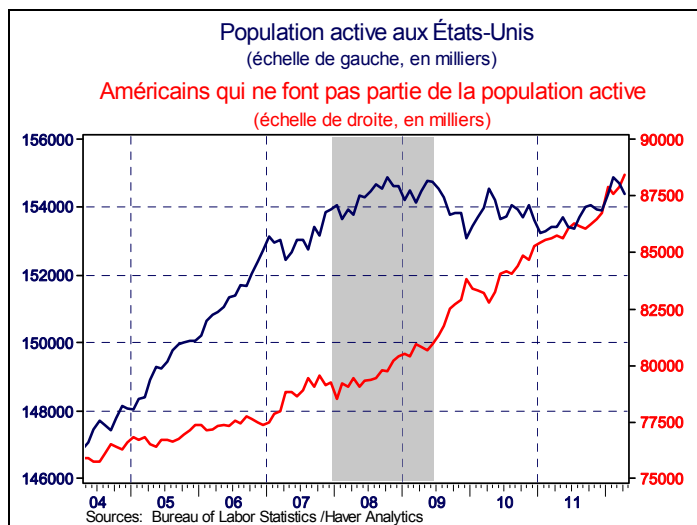
Des emplois détruits aux États-Unis

Le printemps 2012 marque un essoufflement de la création nette d'emplois aux États-Unis.

Celle-ci a atteint seulement 115 000 en avril et 154 000 en mars, comparativement à plus de 200 000 lors des trois mois précédents. Les 3,6 millions de postes ajoutés depuis que l'économie s'est remise en marche en 2009 ont été juste suffisants pour combler la hausse de la population en âge de travailler. Par conséquent, le taux d'emploi est figé depuis 3 ans (58,4 % en avril). Il s'agit d'un niveau très bas observé pour la dernière fois avant le début de la période de « Grande Modération ». Quand l'économie américaine tournait à plein régime au milieu des années 2000 par exemple, 63 % des Américains travaillaient. Bien entendu, le vieillissement des baby-boomers et les études prolongées qu'entreprennent les jeunes ont créé une tendance baissière du taux d'emploi depuis environ une décennie. Par la suite, les nombreuses mises à pied survenues durant la récession de 2008-09 ont eu comme effet de diminuer abruptement le taux d'emploi.



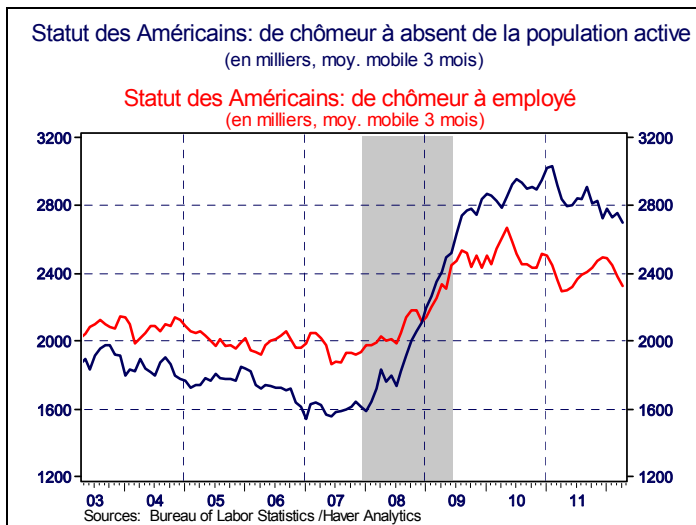
Le taux d'emploi devient l'indicateur pertinent pour mesurer le pouls (encore lent et faible) du marché du travail américain. Or, nous ne pouvons en dire autant du taux de chômage. Ce dernier a fléchi fortement depuis l'été 2011 (9,1 %) pour atteindre 8,1 % en avril. L'ennui, c'est que le chômage ne diminue pas en raison d'une expansion économique vigoureuse poussant les entreprises à embaucher des effectifs en grand nombre. Sa chute est causée par le peu d'engouement des Américains à se chercher activement un emploi : le nombre d'Américains qui « ne font plus partie de la population active » atteint 88 millions, en hausse considérable de 3 millions dans la dernière année seulement. Compte tenu de ce retranchement, la population active stagne à 154 millions, soit le même niveau qu'en 2008. Ce comportement particulièrement atypique pour une période d'expansion explique la plus forte baisse du taux de participation jamais observée dans l'histoire américaine (63,6 % en avril).



Il reste maintenant à savoir si ces Américains « exclus » de la population active seront aptes à revenir en force à la recherche d'un autre emploi ou si ces anciens chômeurs ne pourront jamais participer à nouveau au marché du travail. En d'autres mots, la chute du chômage et de la population active est-elle un phénomène cyclique causé par une demande faible ou est-elle un changement structurel sans issue positive. C'est d'ailleurs le débat principal qui alimente les discussions des dirigeants à la Réserve fédérale. Doivent-ils stimuler l'économie davantage pour enrayer ce problème cyclique? Ou doivent-ils rebrousser chemin dans leurs mesures d'assouplissement quantitatif, puisque plusieurs emplois détruits en 2008-09 ne reverront plus le jour. Afin de se faire une meilleure idée, à nous de mettre en lumière quelques éléments en particulier ...

Premièrement, un pourcentage croissant de la baisse du chômage provient des chômeurs de longue durée (27 semaines et plus) au fur et à mesure que le cycle expansionniste se prolonge : nous comptons par exemple 0,9 million de chômeurs de longue durée de moins que l'an dernier alors que le nombre total de chômeurs a diminué de 1,3 million, soit une proportion élevée de 70 %. Or, plus le temps passe, plus les compétences des chômeurs deviennent désuètes; et plus les chances de se faire embaucher diminuent. Ainsi, un plus grand nombre d'Américains qui sont au chômage depuis belle lurette semble avoir quitté leur statut de « chômeur » puisqu'ils n'ont pas réussi à se trouver un nouveau boulot dans leur secteur d'activité, statistiques à l'appui :

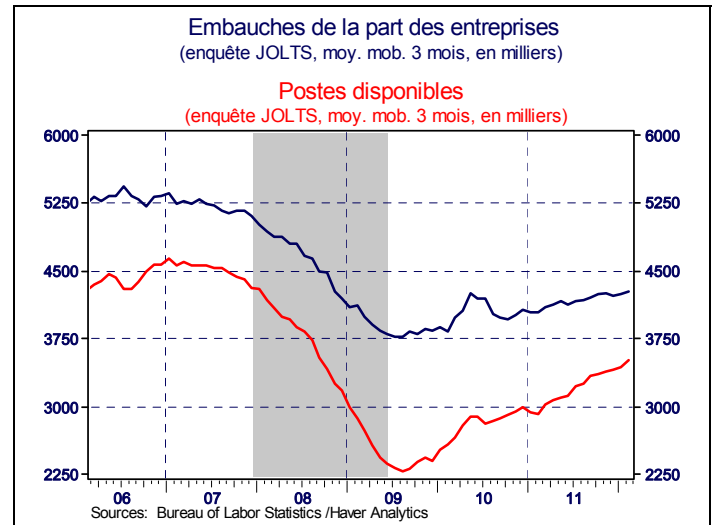
- Le nombre de chômeurs qui arrêtent de chercher un emploi chaque mois pour se retrouver hors de la population active (2,7 million) est plus élevé que le nombre de chômeurs qui se trouvent un emploi (2,4 million);
- Le nombre de personnes hors de la population active (ceux qui possèdent de nouvelles compétences par exemple) qui se trouvent soudainement un emploi chaque mois (3,5 million) est largement supérieur au nombre de chômeurs qui se décrochent un nouveau poste (2,4 million).



Ces divers flux de mouvements emploi-chômage-hors population active proviennent du fait que de plus en plus d'Américains se rendent compte que le type de profession qu'ils occupaient auparavant n'est plus aussi en demande. Il s'agit entre autres d'emplois routiniers demandant moins de compétences. Cette disparition permanente de postes se manifeste à plusieurs égards. Tout d'abord, les occupations en construction, transport et ventes stagnent à des niveaux extrêmement faibles; alors que les postes qualifiés pour les professionnels, en gestion et en affaires sont plus nombreux que jamais. Également, le taux de chômage est 3 fois plus élevé pour les Américains sans diplôme d'études secondaires (12,5 %) que ceux qui détiennent un diplôme universitaire (4 %). Cette polarisation croissante du marché du travail a aussi été accentuée par la diminution de la rémunération (après inflation) inférieure pour les détenteurs d'un diplôme universitaire que chez les moins scolarisés. Ce phénomène effrite le développement de la classe moyenne.

Également, la chute plus accentuée du nombre de chômeurs chez les hommes (1 million sur 1,3 million au total depuis un an) et d'un abandon plus courant des hommes à la recherche d'un emploi sont deux autres indications du passage vers cette « disparition structurelle ». Les hommes travaillaient en plus grande proportion dans des secteurs frappés durement par la récession; dans le secteur de la construction, des travailleurs ont occupé un emploi qui n'aurait peut-être jamais dû exister en principe, si ce n'était de la bulle immobilière. Parallèlement, le taux de participation (chômage) chez les hommes a diminué (augmenté) de façon plus prononcée que chez les femmes depuis la récession de 2008-09 (à l'inverse, une plus grande proportion de femmes occupe un poste dans des secteurs d'activités moins touchés par la crise financière comme l'éducation et les soins de santé).

De même, le fait que le nombre de postes affichés par les entreprises a bondi de 20 % depuis le creux de 2009 alors que le nombre d'embauches a augmenté de seulement 4 % signale que la composante structurelle du chômage s'alourdit. Ce mariage imparfait entre les qualifications d'embauches demandées par les employeurs et les compétences offertes par les chômeurs perdure.



Bref, les diverses observations ci-dessus suggèrent que la baisse des taux de chômage et de participation devient progressivement structurelle. De plus en plus d'Américains se retrouvent dans l'incapacité de contribuer au développement économique pour une longue période. Toutefois, nous ne pouvons pas blâmer la reprise modeste en cours, puisque le rythme de création d'emplois depuis 2009 est similaire aux autres périodes d'après-récession. La véritable origine de cette montée du chômage structurel est donc l'émergence du marché des crédits hypothécaires à risque et de sa titrisation dans les années 2000, qui ont mené à l'éclatement de la bulle et la réduction d'effectifs en 2008-09. En d'autres mots, la disparition permanente de postes est le fruit d'une séquence d'événements qui a débuté il y a plus d'une décennie.

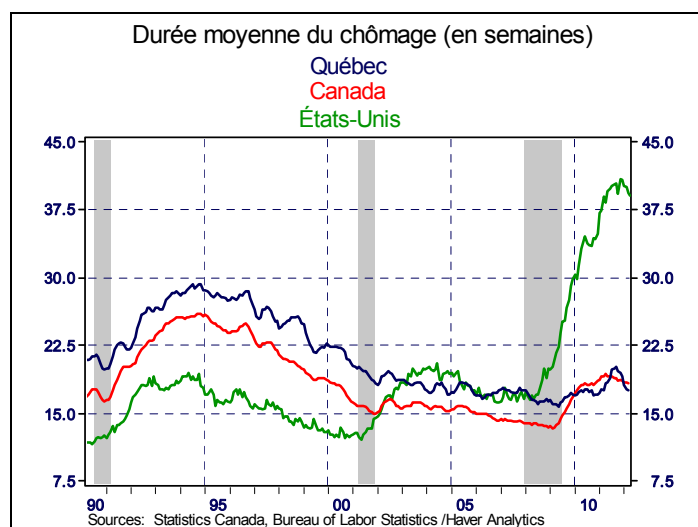
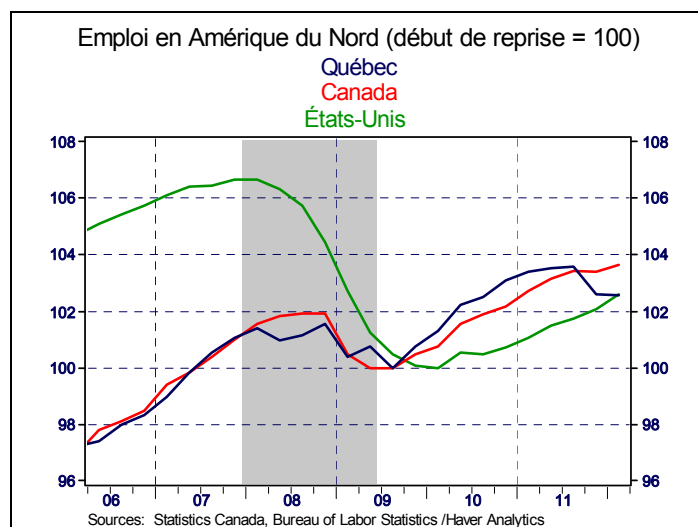
En bout de ligne, le marché du travail américain comporte une zone grise composée d'un mélange inhabituel de chômage cyclique et structurel. Si les membres du comité FOMC débattent de la question, *VMBL Recherche économique* n'oserait prétendre détenir la vérité absolue à cet égard. Toutefois, plusieurs indicateurs montrent que le chômage structurel gagne du terrain. Conséquemment, cette ascension implique que les capacités de production inutilisées sont moindres qu'escomptées; et que d'éventuelles pressions sur l'inflation provenant du marché du travail arriveront possiblement un peu plus rapidement que nous l'avions estimé il y a un an ou deux.

Pour le moment, la réduction du chômage n'est pas encore accompagnée d'une hausse inquiétante des pressions inflationnistes : le taux horaire de la rémunération progresse à un rythme modéré (1,8 % en avril comparativement à l'an dernier), même constat pour les coûts unitaires de main-d'œuvre (2,0 % t/t au premier trimestre de 2012) et l'inflation tendancielle des prix à la consommation (2,3 % en mars). Toutefois, il n'y a aucun risque à prendre du côté de la Réserve fédérale qui vient tout juste d'instaurer sa cible d'inflation à long terme à 2 %. Or, les marchés financiers espèrent à nouveau voir le lancement d'un autre programme d'achat d'actifs (QE3). Il s'agit davantage d'une illusion que d'une aspiration crédible selon nous, puisque Bernanke et ses collègues n'ont même pas décidé de prolonger le programme « *Operation Twist* » cet été. L'implication serait néfaste autant pour le marché obligataire que le marché boursier.

Absence d'ascension du chômage structurel au Québec ... mais la polarisation s'accroît

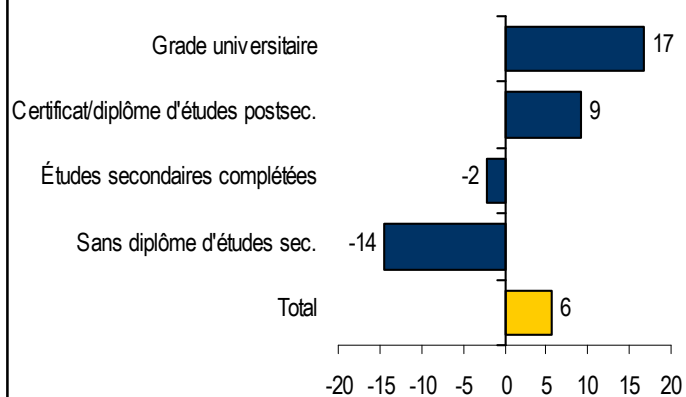
Contrairement aux États-Unis, le Québec n'est pas en mode rattrapage : la Belle Province compte près de 50 000 travailleurs de plus à son actif qu'avant la récession de 2008-09, malgré une année 2011 plus mouvementée. Si le rythme de création d'emplois chez nous est similaire au sud de la frontière depuis que la reprise a débuté, la différence réside évidemment par la perte d'emplois modeste qu'a connue la Belle Province en 2008-09. Résultat : le taux d'emploi au Québec (qui vacille entre 59-60 % depuis 6 mois) surpasse légèrement celui des États-Unis depuis environ 3 ans, reflet d'un marché du travail en bien meilleur état.

Certes, une économie diversifiée, un marché immobilier sain et un apport fiscal approprié lors de la récession de 2008-09 font en sorte que les Québécois ne se sont pas retrouvés au chômage en aussi grand nombre et pour une aussi longue période de temps. Les personnes demeurent au chômage pendant 17 semaines en moyenne au Québec, deux fois moins longtemps qu'aux États-Unis (39 semaines). Les Québécois n'ont donc pas vraiment découvert le chômage de longue durée. Parallèlement, ceux-ci n'ont pas arrêté leur quête d'un emploi autant que les Américains, comme en témoigne la baisse relativement plus mitigée du taux de participation au Québec depuis 3 ans (64,8 % au Québec en mars 2012; contre 63,6 % aux États-Unis en avril). De plus, la vigueur du marché immobilier québécois a fait en sorte que les hommes occupant un boulot n'ont pas écopé comme aux États-Unis, bien au contraire. L'emploi total au Québec a augmenté à part presque égale chez les hommes et les femmes. Bref, ces diverses observations indiquent que le chômage structurel n'est pas monnaie courante en sol québécois.



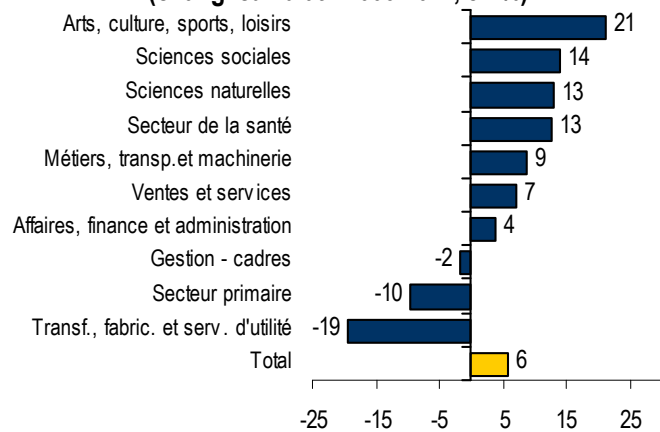
Si le marché du travail québécois a échappé à l'avènement du chômage structurel qui prévaut aux États-Unis, il n'évite pas la polarisation qui se répand de manière généralisée dans les pays industrialisés. La récession modeste de 2008-09 n'a fait qu'accentuer légèrement cette tendance déjà en place auparavant. Comme aux États-Unis, des emplois routiniers parfois non qualifiés ont été « transférés » vers les pays émergents. Ainsi, le nombre de travailleurs sans diplôme d'études secondaires a chuté de 12 % depuis 2006; durant la même période, les travailleurs détenant un certificat ou diplôme d'études postsecondaires a augmenté de 4 %. Le constat est similaire au niveau des différents domaines de compétences : le nombre de professions liées à la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique a diminué de 19 % depuis 2006; alors que les professions liées aux affaires et diverses sciences ont grimpé de 4 % à 14 %.

Emploi au Québec selon le niveau de scolarité (chang. cumulatif 2006-2011, en %)



Sources: Institut de la Stat. du Québec, VMBL Recherche économique

Emploi au Québec selon le type de profession (chang. cumulatif 2006-2011, en %)



Sources: Institut de la Stat. du Québec, VMBL Recherche économique

Prévisions nord-américaines

Prévisions de cette semaine			
(%)	Cette semaine	4 prochaines semaines	Dans 3 mois
Canada			
Bons du Trésor 3 mois	0,95 - 1,05	0,80 - 1,00	0,95
Obligations 2 ans	1,25 - 1,35	1,10 - 1,30	1,25
Obligations 10 ans	2,00 - 2,10	2,00 - 2,20	2,10
Dollar canadien (\$CAN/\$É.-U.)	98,50 - 99,25	98,0 - 100,0	100,0
États-Unis			
Bons du Trésor 3 mois	0,05 - 0,10	0,00 - 0,20	0,10
Obligations 2 ans	0,30 - 0,35	0,15 - 0,35	0,30
Obligations 10 ans	1,90 - 2,10	1,90 - 2,10	2,10
Yen (Yen/\$É.-U.)	80,0 - 82,0	80,0 - 85,0	82,0
Euro (\$É.-U./Euro)	1,295 - 1,315	1,25 - 1,29	1,25

2012-05-09

Prévisions de taux d'intérêt et de taux de change

	Données historiques									
	2009	2010	2011	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2013T4	2014T4
Canada										
Taux cible du financement à un jour	0,43	0,59	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,50	2,00
Bons du Trésor 3 mois	0,33	0,56	0,91	0,85	0,91	0,95	0,95	0,95	1,30	2,00
Obligations 2 ans	1,23	1,54	1,36	0,95	1,20	1,15	1,20	1,25	1,55	2,25
Obligations 10 ans	3,23	3,24	2,78	1,94	2,11	2,10	2,30	2,60	3,15	3,75
Obligations 30 ans	3,85	3,77	3,29	2,49	2,66	2,50	2,60	2,75	3,40	4,00
États-Unis										
Taux cible des fonds fédéraux	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,50
Bons du Trésor 3 mois	0,15	0,14	0,05	0,02	0,07	0,07	0,05	0,05	0,10	0,60
Obligations 2 ans	0,96	0,70	0,45	0,25	0,33	0,30	0,30	0,30	0,50	1,00
Obligations 10 ans	3,26	3,22	2,78	1,89	2,23	2,05	2,25	2,40	3,10	3,60
Obligations 30 ans	4,08	4,25	3,91	2,89	3,35	3,10	3,20	3,30	3,40	4,00
Dollar canadien (\$É.-U./\$C)	0,88	0,97	1,02	0,984	0,990	1,00	1,00	1,03	1,05	1,03
Dollar canadien (Euro/\$C)	0,63	0,73	0,73	0,76	0,74	0,79	0,79	0,80	0,78	0,75
Euro (\$É.-U./Euro)	1,39	1,33	1,39	1,29	1,33	1,27	1,27	1,28	1,35	1,38
Yen (Yen/\$É.-U.)	93,7	87,8	79,7	77,0	82,5	82	82	84	88	90

Données de fin de trimestre et moyennes annuelles

* au 9 avril 2012

Revue des marchés : Obligations et devises

International : taux d'intérêt à 3 mois

	Rendement actuel
Etats-Unis	0,09
Canada	1,01
Royaume-Uni	0,50
France	#N/A

Écarts (p.b.) contre E.-U.					
08-mai-12	-1 sem.	-4 sem.	- 1 trimestre	- 1 an	02-janv-12
92	96	86	80	94	80
41	42	42	39	55	44
#N/A	2	0	6	95	-1

International : rendements des obligations à 10 ans

	Rendement actuel
États-Unis	1,88
Canada	1,97
Royaume-Uni	1,93
France	2,79
Allemagne	1,55
Grèce	23,53
Portugal	11,35
Espagne	5,84
Japon	0,87

Écarts (p.b.) contre É.-U.					
08-mai-12	-1 sem.	-4 sem.	- 1 trimestre	- 1 an	02-janv-12
9	7	-3	4	4	4
5	12	1	21	15	8
91	100	91	92	26	129
-33	-31	-35	-4	-11	-3
2165	1840	1938	3209	1240	3204
947	866	1052	1162	666	1178
396	379	384	307	206	321
-101	-109	-109	-102	-208	-93

Provinces : rendements des obligations à 10 ans

	Rendement actuel
Canada	2,00
Alberta	2,77
Colombie-Britannique	2,81
Île-du-Prince-Édouard	3,01
Manitoba	2,88
Nouveau-Brunswick	3,00
Nouvelle-Écosse	2,96
Ontario	2,95
Québec	2,99
Saskatchewan	2,78
Terre-Neuve	2,95

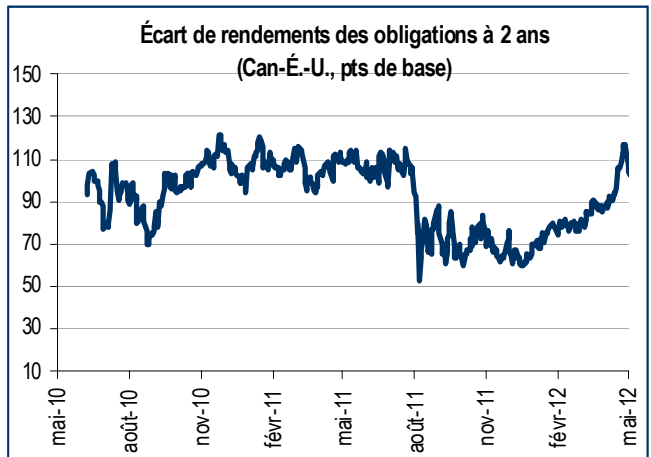
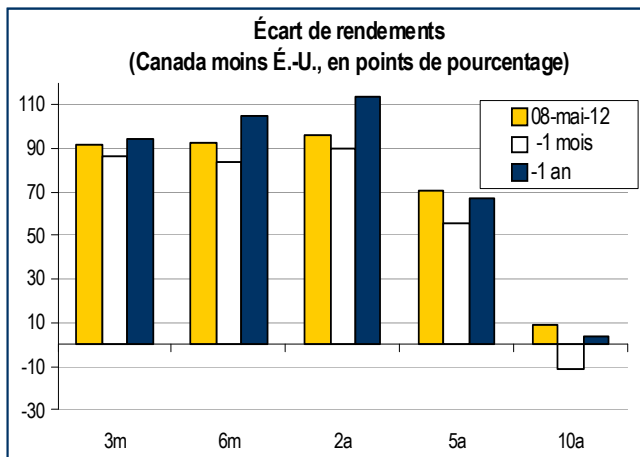
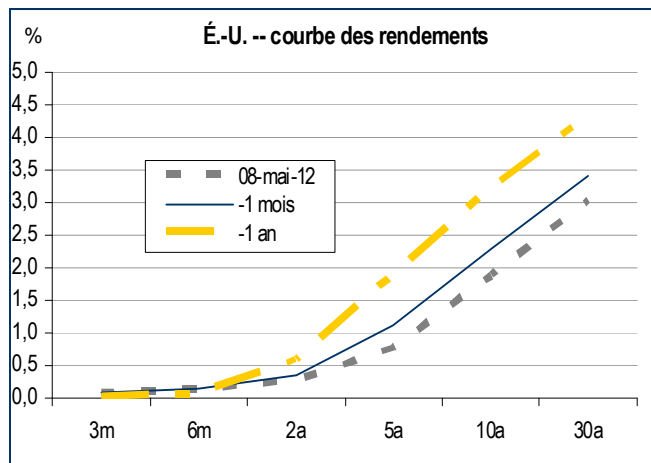
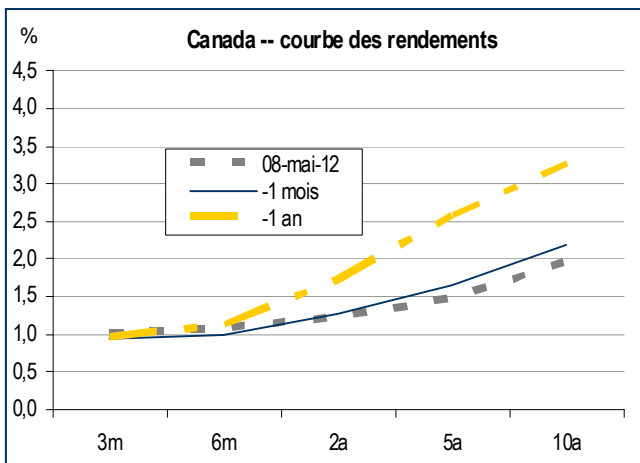
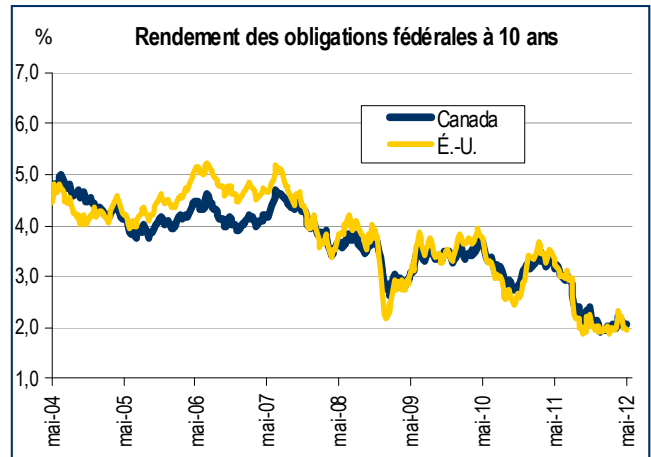
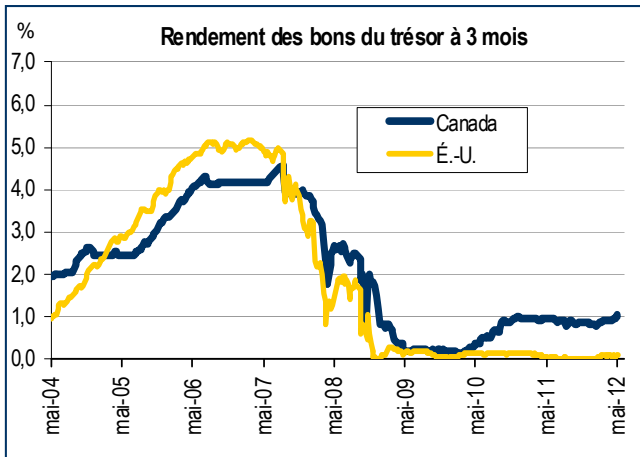
Écarts (p.b.) contre Canada					
08-mai-12	-1 sem.	-4 sem.	- 1 trimestre	- 1 an	02-janv-12
77,0	80,0	75,0	66,0	58,0	70,0
81,0	80,0	84,0	76,0	67,0	80,0
101,0	99,0	101,0	91,0	81,0	95,0
88,0	85,0	88,0	79,0	70,0	83,0
100,0	97,0	99,0	89,0	81,0	94,0
96,0	94,0	96,0	87,0	79,0	92,0
95,0	92,0	94,0	81,0	75,0	85,0
99,0	96,0	98,0	87,0	78,0	92,0
78,0	75,0	78,0	66,0	60,0	72,0
95,0	92,0	94,0	82,0	75,0	86,0

Devises

	Rendement actuel
Canada (Canada/US\$)	1,00
Canada (US\$/Canada)	1,00
Australie (Australie/US\$)	1,01
Royaume-Uni (US\$/£)	1,62
Japon (Yen/US\$)	79,79
Euro (US\$/Euro)	1,30

Devises					
08-mai-12	-1 sem.	-4 sem.	- 1 trimestre	- 1 an	02-janv-12
1,00	0,99	1,00	1,00	0,96	-1,3
1,00	1,01	1,00	1,00	1,04	1,3
1,01	1,03	1,03	1,08	1,08	1,9
1,62	1,62	1,59	1,58	1,63	-3,5
79,79	80,19	82,62	76,90	80,75	3,9
1,30	1,32	1,31	1,33	1,44	0,0

Revue des marchés : Graphiques sur le revenu fixe



Revue des marchés : Bourses et matières premières

Sommaire des marchés boursiers

	Niveau			Variation (%)				
	mai-08-12	Haut 52	Bas 52	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	2-Jan-12
Canada								
S&P/TSX	11 705	13 830	11 178	-5,1	-1,9	-6,5	-14,2	-3,1
S&P/TSX 60	664	791	642	-5,3	-2,4	-6,8	-14,9	-3,5
S&P/TSX Small Cap Index	589	760	550	-6,2	-4,3	-12,6	-21,8	-5,6
Etats-Unis								
S&P 500	1 364	1 419	1 099	-3,0	0,4	1,2	0,5	7,6
Dow Jones	12 932	13 279	10 655	-2,6	1,7	0,4	1,3	5,1
Nasdaq	2 946	3 123	2 336	-3,4	-1,5	1,5	2,6	12,2
International								
Royaume-Uni - FTSE 100	5 555	6 055	4 944	-4,4	-0,7	-5,7	-7,7	-1,4
Allemagne - DAX	6 445	7 502	5 072	-4,3	-2,4	-4,6	-14,1	6,1
France - CAC 40	3 125	4 058	2 782	-2,9	-2,9	-8,4	-22,9	-3,0
Japon - Nikkei 225	9 182	10 255	8 160	-1,8	-3,7	3,0	-6,5	8,1
Hong Kong - Hang Seng	20 485	23 684	16 250	-3,4	0,6	-1,0	-12,1	9,8
Russie - RST	1 498	1 988	1 217	-5,0	-6,8	-8,2	-22,3	6,4
Australie - ASX All Ordinaries	4 376	4 858	3 928	-2,7	0,1	0,7	-8,9	5,9
Brésil - Bovespa	60 365	68 394	48 668	-2,8	-2,2	-8,4	-7,0	4,4

Performance sectorielle du S&P/TSX

	Niveau			Variation (%)				
	mai-08-12	Haut 52	Bas 52	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	2-Jan-12
S&P/TSX	11 705	13 830	11 178	-5,1	-1,9	-6,5	-14,2	-3,1
Énergie	246	336	229	-7,9	0,5	-13,0	-25,7	-9,9
Matériaux de base	301	449	301	-8,8	-9,8	-20,7	-26,8	-15,7
Produits industriels	93	98	80	-1,7	1,9	9,3	-5,9	12,7
Produits de consommation discrétionnaire	109	120	91	-4,6	0,7	-6,3	-7,0	0,6
Produits de consommation de base	223	228	190	-2,0	1,6	10,3	7,7	8,6
Soins de santé	67	71	49	-2,5	3,8	9,4	8,5	18,5
Services financiers	178	199	157	-4,0	-2,4	0,6	-9,5	3,7
Technologies de l'information	24	34	24	-6,1	-6,2	-10,4	-28,6	-4,4
Services de télécommunications	101	105	92	-0,6	-1,8	-1,5	5,2	-3,0
Services publics	229	232	201	-1,0	2,4	0,9	0,4	0,9

Matières premières

	Level							
	mai-08-12	Haut 52	Bas 52	(-1S)	(-4S)	(-13S)	(-52S)	2-Jan-12
Londres – Or (US\$/once)	1623,13	1895,00	1478,50	1664,00	1644,00	1724,00	1513,50	1564,50
Londres – Argent (US\$/once)	29,27	43,82	26,89	31,19	31,33	33,94	38,42	28,90
Cuivre (US\$/LB)	3,69	4,47	3,05	3,84	3,65	3,87	4,03	3,48
Pétrole brut (West Texas Int.) (US\$/baril)	97,01	109,77	75,67	106,16	101,02	98,41	103,88	100,90
Gaz naturel (Henry Hub) (US\$/MMBTU)	2,30	4,92	1,83	2,29	1,98	2,59	4,18	2,96

Mise à jour:
2012-05-09

Calendrier des principaux indicateurs économiques

INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

SEMAINE DU 7 MAI 2012

Canada

Date	Heure	Publication	Unité	Pour la période de :	VMBL *	Consensus	Précédent
mai 7	08:30	Permis de bâtir	M/M	mars	-	-1,5%	7,5%
mai 8	08:15	Mises en chantier résidentielles	Milliers	avril	195,0	204,0	215,2
mai 10	08:30	Indice des prix des logements neufs	M/M	mars	-	0,2%	0,3%
mai 10	08:30	Commerce international de marchandises	Milliards	mars	1,5	0,5	0,29
mai 11	08:30	Taux de chômage	-	avril	7,2%	7,3%	7,2%
mai 11	08:30	Changement net dans l'emploi	Milliers	avril	-5,0	10,0	82,3

* Prévisions de Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

Le consensus résulte de la médiane du sondage effectué par Bloomberg L.P. 27/04/2012

États-Unis

Date	Heure	Publication	Unité	Pour la période de :	VMBL *	Consensus	Précédent
mai 9	10:00	Stocks des grossistes	M/M	mars	-	0,6%	0,9%
mai 10	08:30	Indice des prix des importations	M/M	avril	-	-0,2%	1,3%
mai 10	08:30	Indice des prix des importations	A/A	avril	-	0,8%	3,4%
mai 10	08:30	Balance commerciale	Milliards	mars	-	-\$50,0	-\$46,0
mai 10	08:30	Nouvelles demandes d'assurance-chômage	Milliers	May 5	-	370,0	365,0
mai 11	08:30	IPP - excl. aliments et énergie	M/M	25 avril	-	0,0%	0,0%
mai 11	08:30	IPP - excl. aliments et énergie	A/A	21 avril	-	0,2%	0,3%
mai 11	08:30	IPP - total	M/M	avril	-	2,1%	2,8%
mai 11	08:30	IPP - total	A/A	avril	-	2,8%	2,9%
mai 11	09:55	Indice de confiance de l'U. du Michigan	-	May P	-	76,2	76,4

Le consensus résulte de la médiane du sondage effectué par Bloomberg L.P. 27/04/2012

Indicateurs économiques nord-américains



Canada

	Période	Chang. mens. (en % ou niveau)		Changement cumulatif	
		Courant	Précédent	- 3 mois	- 1 an
Produit intérieur brut (PIB)	février	-0,2%	0,1%	0,4%	1,6%
Livraisons manufacturières	février	-0,3%	-1,3%	-1,1%	6,3%
Mises en chantier (' 000) *	mars	215	205	200	190
Ventes au détail	février	-0,2%	0,2%	0,0%	4,1%
Balance commerciale (M\$) *	février	293	1 946	855	-837
Création d'emploi (' 000) **	mars	82	-3	82	197
Taux de chômage *	mars	7,2	7,4	7,5	7,4
Salaires (taux horaire moyen)***	mars	2,6%	2,0%	2,2%	2,0%
Inflation globale	mars	2,0%	2,6%	2,3%	3,6%
Inflation excluant aliments et énergie	mars	1,9%	2,3%	1,8%	1,8%
Prix des produits industriels	mars	0,2%	0,3%	0,8%	0,9%
Prix des matières premières	mars	-1,6%	-0,6%	-2,1%	-5,6%



États-Unis

	Période	Chang. mens. (en % ou niveau)		Chang. cumulatif	
		Courant	Précédent	- 3 mois	- 1 an
ISM - manufacturier *	mars	53,4	52,4	53,1	59,7
ISM - non-manufacturier *	mars	56,0	57,3	53,0	59,7
Production industrielle *	mars	96,6	96,6	95,9	93,1
Taux d'utilisation des capacités de production *	mars	78,6	78,7	78,3	76,5
Confiance des consommateurs *	avril	76,4	76,2	75,0	69,8
Ventes au détail	mars	0,8%	1,1%	2,5%	6,8%
Balance commerciale (M\$) *	février	-46 025	-52 522	-47 524	-46 059
Mises en chantier (' 000) *	mars	654	694	681	593
Vente de maisons existantes	mars	-2,6%	-0,6%	2,3%	5,2%
Prix médian des maisons existantes	mars	5,3%	0,6%	1,0%	2,5%
Création d'emplois non-agricoles (' 000) **	mars	154	259	688	1952
Taux de chômage *	mars	8,2	8,3	8,3	9,0
Salaires (taux horaire moyen)***	mars	1,8%	1,7%	1,9%	2,1%
Inflation globale***	mars	2,6%	2,9%	3,5%	2,6%
Inflation excluant aliments et énergie***	mars	2,3%	2,2%	2,2%	1,2%
Prix des produits industriels finis	mars	0,0%	0,4%	0,5%	2,8%
- excluant aliments et énergie	mars	0,3%	0,2%	0,9%	2,9%

* niveau

** changement depuis 1 mois, 3 mois et 1 an

*** changement annuel en %

Tableau mis à jour en date du :

2012-05-09

Prévisions nord-américaines

Canada

	Variation trimestrielle annualisée en % (sauf indication contraire)														
									Moyennes annuelles				4 ^e trim./4 ^e trim.		
	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2010	2011	2012	2013	2011	2012	2013	
PIB réel (%)	-0,6	4,2	1,8	2,2	2,0	2,1	2,4	3,2	2,5	2,2	2,0	2,2	2,2	1,9	
Consommation	2,0	1,8	2,9	1,6	2,0	2,3	2,1	3,3	2,2	2,1	1,9	1,8	2,0	1,8	
Investissement des entreprises	19,1	-2,5	6,4	8,9	7,9	7,0	5,6	8,5	13,7	6,9	5,4	9,3	7,4	4,6	
Bâtiments non résidentiels	0,9	17,4	13,3	7,0	6,0	5,2	5,0	2,8	13,7	8,4	5,0	11,7	5,8	4,7	
Machines et matériel	30,2	-11,8	2,7	10,0	9,0	8,0	6,0	11,8	13,7	6,1	5,6	8,0	8,2	4,5	
Construction résidentielle	0,3	10,6	3,3	1,0	0,0	-3,0	-3,0	10,2	2,3	1,6	-2,2	5,1	-1,3	-1,5	
Dépenses gouvernementales	-0,4	-1,0	-3,3	-1,4	-1,0	0,0	0,9	4,7	0,5	-1,3	0,8	-1,5	-0,4	1,1	
Exportations	-6,0	16,0	4,6	4,5	4,2	4,0	4,8	6,4	4,4	5,1	4,8	4,5	4,4	5,0	
Importations	13,5	-1,5	2,2	3,5	3,5	3,4	3,6	13,1	6,5	3,2	3,8	5,3	3,5	4,0	
Inflation (%)															
IPC global (1)	3,4	3,0	2,7	2,3	1,6	1,9	2,0	1,8	2,9	1,9	2,0	2,7	2,0	2,1	
Indice de référence (1)	1,6	1,9	2,0	2,1	1,8	1,8	1,6	1,7	1,7	1,8	2,0	2,0	1,6	2,3	
Taux de chômage (%)*	7,5	7,2	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	8,0	7,5	7,4	7,3	-	-	-	
Emploi	1,6	1,2	-0,3	0,9	0,7	0,9	0,9	1,4	1,5	0,7	1,0	1,2	0,8	1,0	
Mises en chantier (milliers)	192	205	199	208	190	185	182	191	193	191	177	-	-	-	
Profits des entreprises** (1)	16,0	18,0	13,3	10,7	14,3	11,7	8,5	21,2	15,0	11,2	6,9	13,3	8,5	4,2	

* taux moyen de la période; ** avant impôts; (1) variation annuelle

Prévisions en date du 27 avril 2011

États-Unis

	Variation trimestrielle annualisée en % (sauf indication contraire)												
							Moyenne annuelle				4 ^e trim./4 ^e trim.		
	2011T4	2012T1	2012T2	2012T3	2012T4	2010	2011	2012	2013	2011	2012	2013	
PIB réel (%)	3,0	2,2	2,2	2,2	2,0	3,1	1,7	2,2	2,0	1,6	2,2	1,9	
Consommation	2,1	2,9	2,6	1,5	1,5	2,0	2,2	2,1	1,8	1,6	2,1	1,9	
Investissement privé	5,5	-1,5	5,8	7,1	9,7	5,7	9,1	5,7	6,2	8,4	5,2	5,6	
Bâtiments non résidentiels	-1,0	-12,0	5,0	5,5	5,0	-15,8	4,6	1,4	4,4	4,4	0,6	4,0	
Machinerie et équipement	7,5	1,7	6,0	7,5	11,0	14,6	10,4	6,9	6,7	9,6	6,5	6,0	
Construction résidentielle	11,7	19,0	3,0	3,0	3,0	-4,3	-1,3	8,3	3,9	3,5	6,8	4,5	
Dépenses gouvernementales	-4,1	-3,0	-0,5	-0,9	-0,9	0,7	-2,1	-1,9	-0,9	-2,8	-1,3	-1,0	
Exportations	2,7	5,4	4,5	4,5	4,0	11,3	6,7	4,3	5,0	4,7	4,6	5,9	
Importations	3,7	4,3	4,5	4,5	5,0	12,5	4,9	3,7	4,8	3,6	4,6	5,0	
Inflation													
IPC global **	3,3	2,8	2,1	1,7	1,8	1,6	3,1	2,1	1,9	3,3	1,8	2,0	
IPC ex. aliments et énergie **	2,2	2,2	2,0	1,8	1,8	1,0	1,7	2,0	1,9	2,2	1,8	1,9	
Taux de chômage (%)*	8,7	8,3	8,3	8,4	8,4	9,6	9,0	8,3	8,2	-	-	-	
Emploi	1,4	2,1	1,4	1,7	1,7	-0,7	1,2	1,6	1,7	1,4	1,7	1,8	
Mises en chantier (milliers)	670	687	660	660	660	585	610	667	700	-	-	-	
Profits des entreprises **	7,0	5,0	6,0	7,0	8,0	32,2	7,9	6,5	8,5	7,0	8,0	8,5	

* taux moyen de la période; ** variation annuelle en %

en date du 2 mai 2012

Le présent document est publié à titre d'information seulement. Il ne doit pas s'interpréter comme un guide de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'achat des titres qui y sont mentionnés. L'auteur est au service de Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada. L'auteur a pris toutes les mesures usuelles et raisonnables pour vérifier que les renseignements qui y figurent sont tirés de sources considérées comme fiables et que les procédures utilisées pour les résumer et les analyser sont fondées sur les pratiques et les principes reconnus dans le secteur des placements. Toutefois, les forces du marché sous-jacentes à la valeur des placements peuvent évoluer de façon soudaine et importante. Par conséquent, ni l'auteur ni VMBL ne peuvent donner quelque garantie que ce soit en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité de l'information, de l'analyse et des opinions qui y figurent ou leur utilité ou pertinence dans une situation donnée. Vous ne devriez pas effectuer de placement ni procéder à une évaluation de portefeuille ou à une autre opération en vous fondant sur le présent document, mais devriez au préalable contacter votre conseiller en placement, qui peut analyser les facteurs pertinents à un placement ou à une opération proposés. VMBL et l'auteur se dégagent de toute responsabilité de quelque nature que ce soit à l'égard de tout préjudice découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu contrairement à la présente clause. Le présent rapport, incluant l'information, les opinions et les conclusions, en totalité ou en partie, ne peut être distribué, publié, mentionné ou reproduit sans le consentement écrit préalable de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.